

Panorama mondial des gagnants et des perdants à la suite de la récession et du plan de redressement des États-Unis

par Francis Cripps, Directeur d'Alphametrics Ltd., et Terry McKinley, Directeur du Centre d'étude et de recherche sur la politique du développement (Centre for Development Policy and Research), SOAS

Jusqu'à 2007, nombreux sont ceux qui pensaient que la croissance économique mondiale, entraînée par les États-Unis, pourrait se poursuivre au même rythme dans un avenir prévisible. L'optimisme des commentateurs de ce courant dominant reposait sur l'approfondissement de l'intégration économique mondiale et sur l'adoption de modèles de développement fondés sur les lois du marché. Ils ne semblaient guère se soucier du fait que l'immense déséquilibre des balances des paiements courants, et notamment le déficit des États-Unis, allait perdurer.

En nous appuyant sur ces hypothèses optimistes, nous avons établi dans notre modèle macroéconomique, *State of the World Economy*, un scénario de référence établissant que, d'ici à 2015, le revenu par habitant augmenterait de 15 pour cent aux États-Unis et bien plus encore dans les autres pays développés. Dans de nombreux pays à revenu moyen, tels que ceux de la CEI, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, le revenu par habitant devait connaître une croissance encore plus forte.

La Chine et de nombreux autres pays asiatiques devaient progresser modérément, avec des taux de croissance de 6 à 7 pour cent. L'Afrique du Sud devait quant à elle connaître une croissance de presque 5 pour cent, mais la croissance des autres pays d'Afrique sub-saharienne devait seulement être négligeable. En fait, la croissance des pays importateurs de matières énergétiques dans la région devait être égale à zéro de 2008 à 2015.

Au cours des derniers dix-huit mois, ce scénario optimiste est apparu de plus en plus inapproprié en raison de plusieurs facteurs importants, à savoir une forte augmentation des cours du pétrole et des produits alimentaires, la fin du boom de l'immobilier aux États-Unis, la fragilité croissante du système bancaire dominé par les États-Unis, la forte dépréciation du dollar, la poursuite du conflit au Moyen-Orient et les manifestations de plus en plus fréquentes et violentes du réchauffement climatique.

S'il avait été fondé sur l'hypothèse d'un cours du pétrole plus élevé associé à une récession aux États-Unis, au déclin du dollar et à l'absence de réaction politique des États-Unis, notre modèle macroéconomique aurait produit les prévisions suivantes : une croissance annuelle du revenu par habitant aux États-Unis de - 0,2 pour cent entre 2008 et 2015 et un niveau de revenu par habitant en 2015 inférieur de 15 pour cent au scénario de référence.

Toutefois, la Federal Reserve a réagi rapidement, baissant les taux d'intérêt et injectant du crédit dans le système financier, tandis que le gouvernement fédéral a augmenté considérablement ses dépenses tout en diminuant la ponction fiscale. Ces mesures contribueront certainement à stimuler la demande aux États-Unis et dans d'autres pays, mais en contrepartie il est probable qu'elles entraîneront également un maintien du cours des matières énergétique à un niveau élevé.

Dans ces conditions, notre modèle prévoit que le revenu par habitant des États-Unis augmenterait légèrement d'ici à 2015, avec un taux de croissance annuelle de 0,5 pour cent. Mais le niveau du revenu par habitant en 2015 serait toujours inférieur de 11 pour cent au scénario de référence, et les prévisions à long terme en la matière seraient également bien plus pessimistes. Le revenu au Japon et en Europe occidentale serait inférieur, respectivement de 8 et de 12 pour cent, au scénario de référence. Quant au gigantesque déficit de la balance des paiements courants des États-Unis, il empirerait, passant en fait de 5,5 pour cent du PIB à 5,9 pour cent. L'excédent du Japon se maintiendrait quant à lui à un peu plus de 4 pour cent du PIB.

Les déficits de revenu (par rapport au scénario de référence) seraient plus prononcés dans les pays à revenu moyen de la CEI, du Moyen-Orient et d'Amérique latine (respectivement 30, 22 et 17 pour cent). Tandis que l'excédent de la balance des paiements courants du Moyen-Orient chuterait de manière notable, celui de la CEI (par ex. de la Russie) augmenterait.

La croissance se poursuivrait en Chine à seulement 5 pour cent par an, en Inde à plus de 3 pour cent et dans le reste des pays en développement asiatiques à moins de 3 pour cent. Par ailleurs, leur revenu chuterait de 8 à 11 pour cent par rapport au scénario de référence. L'excédent de la balance des paiements courants chinoise diminuerait substantiellement mais le déficit de l'Inde serait presque réduit à néant.



En ce qui concerne l'Afrique sub-saharienne, nos prévisions sont plus complexes (voir Figure). L'Afrique du Sud connaîtrait une évolution modérément positive : croissance de 3,7 pour cent, perte seulement modeste par rapport au scénario de référence et réduction mesurable de son énorme déficit de la balance des paiements courants. Les pays d'Afrique sub-saharienne exportateurs de matières énergétiques (tels que l'Angola, le Nigeria et le Soudan) connaîtraient quant à eux le même taux de croissance que celui prévu par le scénario de référence, à savoir 2,9 pour cent, mais leur excédent de la balance des paiements courants diminuerait pour atteindre moins de 1 pour cent du PIB.

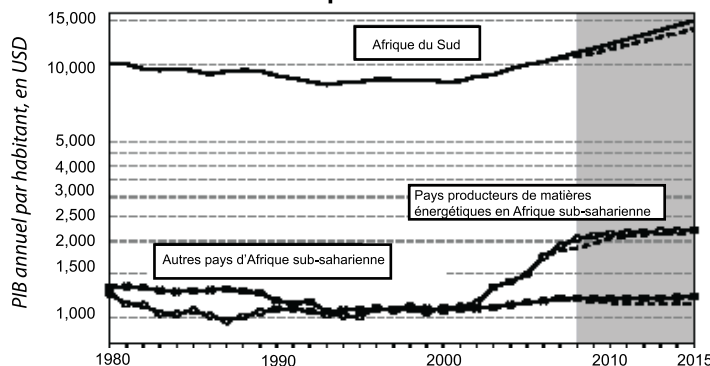
Ce sont les pays d'Afrique sub-saharienne importateurs de matières énergétiques qui subiraient le plus fortement les nouvelles conditions. Peuplés de quelque 520 millions d'habitants, soit presque les deux-tiers de la population totale d'Afrique sub-saharienne, ces pays sont dans leur très grande majorité des pays à faible revenu et, bien qu'ils aient sérieusement besoin de voir leur revenu augmenter, ils connaîtraient en fait un déclin de leur revenu de 1,2 pour cent par an par rapport à la croissance zéro qui était déjà prévue par le scénario de référence fondé sur des hypothèses optimistes.

Conséquence de leur stagnation sur le plan intérieur, le déficit de leur balance des paiements courants, actuellement égal à 7,4 pour cent du PIB, diminuerait à 5 pour cent en 2015. Largement dépendants de quelques matières premières en ce qui concerne leurs recettes d'exportation, ils seraient toujours soumis à des dépenses d'importation du pétrole élevées puisque le cours réel du pétrole augmenterait sensiblement.

Que l'économie mondiale connaisse une croissance ou un déclin, ces pays stagneraient de toute façon au bas de l'échelle, bloqués dans le « piège de la pauvreté ». Le fondement de leur intégration à l'économie mondiale est étroit et fragile et il en résulte des conséquences asymétriques : tandis qu'ils ne peuvent profiter des reprises de l'économie mondiale, ils ne peuvent échapper aux pires de ses crises. Lors de nos prochains travaux avec le modèle, nous analyserons de manière plus approfondie la situation de ces pays et proposerons des solutions politiques.

Cet article est publié conjointement avec le Centre d'étude et de recherche sur la politique du développement. Consulter la série des Points de vue sur le développement (Development Viewpoints) à l'adresse suivante <www.soas.ac.uk/cdpr>.

Tendances des revenus en Afrique sub-saharienne



La ligne supérieure pour la période 2008-2015 représente les prévisions de revenus obtenues avec le scénario de référence. La ligne inférieure (en pointillés) représente les prévisions de revenus obtenues à partir de l'hypothèse de la récession et du plan de redressement des États-Unis.

Le **Centre international pour l'action en faveur des pauvres (CIP)** est un projet conjoint entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Gouvernement du Brésil pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans la recherche appliquée et de formation sur la pauvreté. Le CIP est spécialisé dans l'analyse des questions de la pauvreté et l'inégalité et aussi de proposer des recommandations pour la formulation de politiques visant à la réduction de la pauvreté. Le CIP est relié directement avec l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA), qui fait recherche pour le gouvernement du Brésil, et le Bureau des Politiques de Développement, PNUD.

Le CIP publie des Working Papers, Policy Research Briefs, *Poverty in Focus*, One Pagers, y Country Studies.

Rapport sur le CIP et toutes les publications disponibles à l'adresse suivante:

www.undp-povertycentre.org